

RECENSEMENT FÉDÉRAL DE LA POPULATION

ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE SOCIALE

Résumé (novembre 2004)



Office fédéral de la statistique
Bundesamt für Statistik
Ufficio federale di statistica
Uffizi federal da statistica
Swiss Federal Statistical Office

Neuchâtel, novembre 2004

RÉSUMÉ

Hanspeter Stamm et Markus Lamprecht

Lamprecht & Stamm Sozialforschung und Beratung AG, Zurich

Structure sociale et inégalités

Les études consacrées à l'évolution de la structure sociale s'inscrivent dans la tradition des sciences sociales. Il y a une bonne raison à cela: toute société est pourvue d'une organisation ou, précisément, d'une structure qui définit le cadre de vie en commun.

Les analyses de la structure sociale portent sur ce cadre et étudient ses effets sur les conditions de vie des membres de la société: comment les ressources et les moyens d'action sont-ils répartis? Certains groupes de la population profitent-ils particulièrement de l'organisation structurelle au détriment d'autres? Comment les structures ont-elles évolué au fil du temps et quelles conséquences cette évolution a-t-elle?

Les auteurs de la présente étude se sont aussi posé ces questions, en se concentrant toutefois sur un aspect de la structure sociale suisse. Partant de l'observation que le travail rémunéré exerce une certaine influence sur les conditions de vie des membres de la société du fait qu'il est source de revenus, ils ont analysé la répartition des fonctions occupées dans le monde du travail. Ils se sont notamment focalisés sur le système éducatif, qui, selon l'opinion courante, devrait déterminer l'accès à la vie active et, partant, à un revenu plus ou moins élevé.

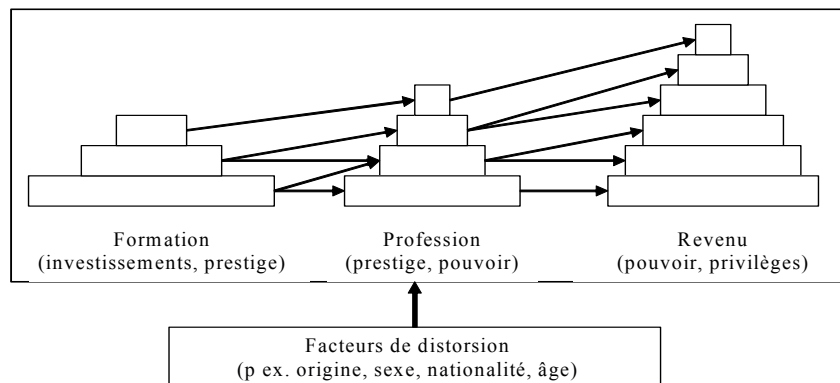
Formation, profession, revenu: la trilogie de l'analyse classique de la structure sociale

Acquérir une formation exigeante et travailler durement méritent salaire, voilà ce dont quasiment personne ne doute en Suisse. Et de fait, il ressort de diverses études que la population suisse est prête à accepter des différences substantielles de revenus pour autant que des critères perçus comme équitables puissent justifier ces dernières. Ces critères sont précisément le niveau de qualifications, les performances et les responsabilités assumées¹.

Le modèle de prestation méritocratique qui est représenté par le graphique 1 ne sert dès lors pas seulement à expliquer les inégalités de revenu, il les légitime aussi. Les écarts relativement peu importants entre les degrés du système éducatif débouchent, à travers l'exercice d'une activité professionnelle, sur des différences de revenu considérables. Celles-ci sont interprétées comme la juste récompense des investissements dans la formation et de l'engagement dans le travail. Encore faut-il, pour qu'une telle justification soit acceptable, que certaines conditions soient remplies: l'accès au système éducatif doit être libre de telle sorte que tous aient en principe les mêmes chances d'en gravir tous les degrés et puissent se lancer dans une carrière prometteuse. De la même façon, la réussite professionnelle et le revenu ne devraient dépendre que du niveau de qualification et des performances des personnes qui travaillent.

¹ Voir, p. ex., Stamm Hanspeter, Lamprecht Markus et Nef Rolf (2003), Soziale Ungleichheit in der Schweiz. Strukturen und Wahrnehmungen, Zurich: Seismo.

Graphique 1: Modèle méritocratique du lien entre formation, profession et revenu



Ces conditions ne sont pas totalement remplies en Suisse, divers facteurs de distorsion jouant un rôle comme l'attestent plusieurs exemples: les femmes continuent de gagner moins que les hommes à travail égal et les jeunes de nationalité étrangère ont plus de difficultés que les Suisses à trouver une place d'apprentissage. D'un autre côté, les assurances sociales interviennent en cas d'invalidité ou de chômage.

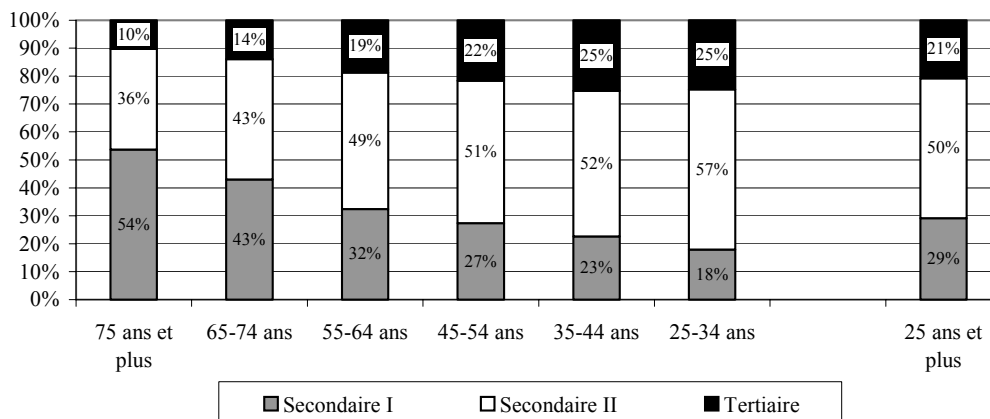
De telles observations sont à la base de la présente analyse empirique des résultats des recensements de la population de 1970 à 2000. Les auteurs ont commencé par étudier l'évolution des diplômes au cours du temps et ont cherché à vérifier si le système éducatif offrait effectivement l'égalité des chances. Ils ont ensuite analysé les liens qui existent entre formation et profession, en cherchant là aussi à identifier des facteurs de distorsion. Ils n'ont toutefois pas inclut la répartition des revenus dans leur analyse, car les recensements de la population ne fournissent pas de données à ce sujet. En lieu et place, ils ont élargi la perspective dans la dernière partie de ce rapport et présenté, à partir d'un modèle dit de centre-périphérie, une approche qui permet de tirer aussi des conclusions sur les personnes non actives ou sans emploi.

Essor de la formation et égalité des chances

La structure des diplômes s'est profondément modifiée en Suisse au cours des dernières décennies. Comme le montre le graphique 2 à l'aide d'une comparaison de diverses cohortes d'âge, les diplômes supérieurs ont gagné en importance². Un peu plus de la moitié du groupe le plus âgé représenté sur le graphique - soit les personnes de 75 ans et plus, qui ont achevé pour la plupart leur formation il y a plus de cinquante ans - n'est pas allée au-delà de la scolarité obligatoire, alors que la proportion d'universitaires représente un dixième. Dans le groupe des plus jeunes, en revanche, la part des universitaires est passée à 25%; elle devrait encore s'accroître, car une partie des personnes de cette tranche d'âge n'a pas encore achevé sa formation et n'a donc pas pu être classée dans la catégorie «diplôme de degré tertiaire».

² Pour des raisons de comparabilité, il est préférable d'analyser diverses cohortes d'âge plutôt que de comparer les résultats de plusieurs recensements de la population.

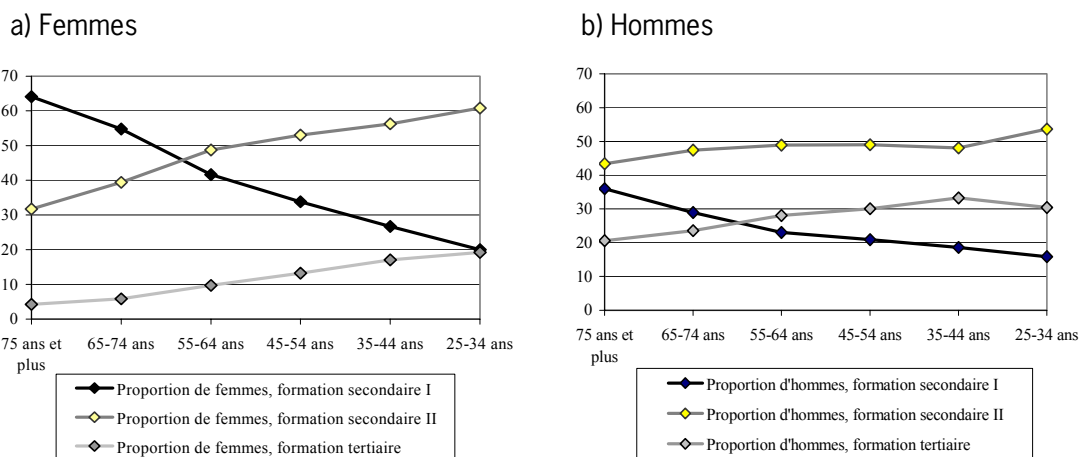
Graphique 2: Population résidante, selon les classes d'âge et la plus haute formation achevée, en 2000 (n=4 753 293)



Source: Recensement fédéral de la population, OFS

L'essor de la formation a permis d'éliminer, ou du moins de réduire, un certain nombre d'obstacles d'origine sociale qui entravaient l'acquisition d'une formation plus poussée. Cette constatation vaut en particulier pour les femmes qui, bien que toujours moins nombreuses que les hommes à achever une formation de degré tertiaire (voir le graphique 3), ont néanmoins bien rattrapé leur retard dans l'ensemble. Deux tiers des plus âgées ne sont pas allées au-delà de la scolarité obligatoire et seulement 4% ont obtenu un diplôme universitaire. Chez les plus jeunes, le pourcentage correspondant est chaque fois de 20% et l'écart avec les hommes s'est sensiblement réduit. Si l'on extrapole les tendances représentées sur le graphique, il semble que les *différences entre les sexes* devraient disparaître dans un proche avenir ou même s'inverser. Pour ce qui est de la maturité, en tout cas, les jeunes filles ont déjà dépassé les jeunes gens.

Graphique 3: Population résidante selon la formation achevée et le sexe, en 2000 (pourcentage ayant obtenu un diplôme du degré considéré dans chaque cohorte d'âge, n=4 753 293)



Source: Recensement fédéral de la population, OFS

De manière identique, l'influence de l'*origine régionale* sur le niveau de formation atteint s'est atténuée: les personnes nées en milieu urbain sont certes toujours proportionnellement un peu plus nombreuses à décrocher un titre universitaire, mais les disparités urbain-rural ont disparu en ce qui concerne les diplômés de degré secondaire I.

D'autres influences s'avèrent par contre plus tenaces et plus lourdes de conséquences: la *nationalité* joue ainsi un rôle non négligeable selon la région de provenance. Les personnes de nationalité étrangère, originaires de pays d'Europe du Sud, sont proportionnellement bien plus nombreuses à ne pas avoir suivi de formation post-obligatoire. A l'inverse, le pourcentage de celles originaires d'Europe du Nord et d'Europe occidentale titulaires d'un diplôme universitaire est près de deux fois plus élevé que chez les personnes de nationalité suisse. On remarque enfin que les écarts entre les Suisses et les étrangers nés en Suisse, femmes et hommes confondus, se réduisent nettement dans les cohortes d'âge les plus jeunes, ce qui traduit les progrès réalisés en matière d'intégration de ces derniers dans le système éducatif suisse.

Le milieu familial (*origine sociale*) est un autre facteur important qui joue un rôle constant à long terme. Certes, les jeunes issus de familles d'ouvriers ou d'artisans sont à présent plus nombreux dans les hautes écoles, mais les enfants d'universitaires ont une probabilité de fréquenter le degré tertiaire qui continue d'être environ cinq fois plus élevée.

On retiendra donc que l'essor du système éducatif a entraîné un net développement de la formation et une ouverture des degrés supérieurs à d'autres catégories de la population. Cette ouverture n'a toutefois pas (encore) conduit à une totale égalité des chances.

Méritocratie dans la vie professionnelle?

Rétrospectivement, les transformations du système économique ont des répercussions plus profondes que celles du système éducatif. Avec la tertiarisation de plus en plus poussée de l'économie, tant la structure des professions que les qualifications demandées évoluent.

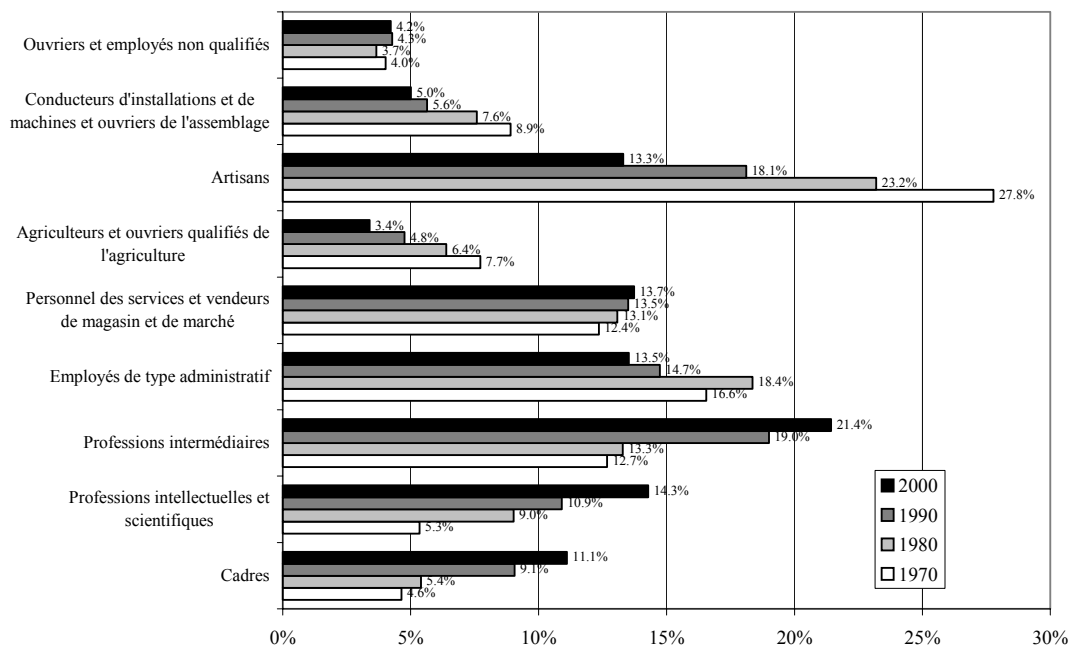
Le graphique 4 montre l'évolution des parts des différents groupes professionnels dans l'ensemble de la population active de 1970 à 2000. On observe que les professions artisanales et agricoles sont les grandes perdantes, tandis que les professions techniques et scientifiques et, de manière générale, les fonctions de cadre ont gagné du terrain. Cette évolution de la structure professionnelle est le reflet de celle qui s'est produite dans la formation: les professions plus qualifiées prennent le pas sur les activités moins qualifiées.

Le modèle méritocratique présenté plus haut suppose l'existence d'un lien étroit entre *formation* et activité professionnelle. L'analyse empirique confirme cette hypothèse: pour qui a achevé une formation supérieure, les chances sont non seulement plus grandes de réussir l'entrée dans la vie active, mais aussi en général d'occuper une fonction plus élevée.

Mais là encore, la corrélation n'est pas parfaite, un certain nombre de facteurs interfèrent, qui sont en contradiction avec le modèle méritocratique. Le graphique 5 met en évidence l'influence – faible, il est vrai – qu'exercent directement la *nationalité*, le *sexe*, l'*âge* (expérience professionnelle), ainsi que le *lieu de naissance et de domicile* sur le statut professionnel. A l'influence de ces facteurs s'ajoute celle de l'*origine sociale*, par le biais du niveau de formation.

La comparaison des résultats des dernières décennies montre que le marché du travail a connu une ouverture, à l'instar du système éducatif. Mais lorsqu'il s'agit d'occuper concrètement un poste, certains critères continuent de jouer un rôle, des critères qui viennent contredire l'idée d'une société ouverte et fondée uniquement sur le principe de la méritocratie.

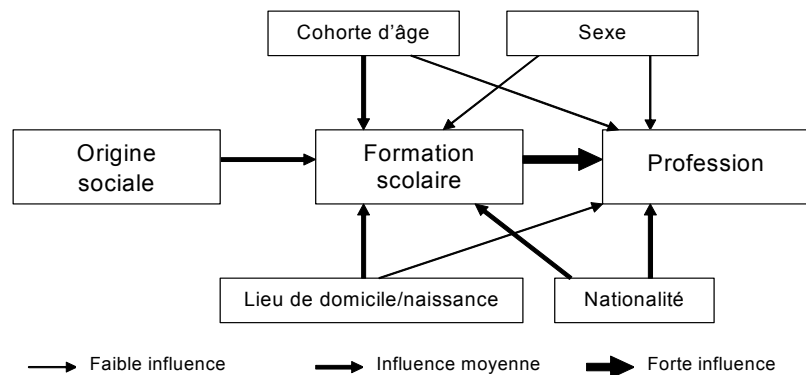
Graphique 4: Population résidante selon la structure professionnelle, de 1970 à 2000 (Codes ISCO, part du total des actifs occupés en %)



Source: Recensements fédéraux de la population, OFS

Nombre de cas: 1970: 2 747 179; 1980: 2 798 092; 1990: 2 984 103; 2000: 2 629 002.

Graphique 5: Représentation schématique des liens existant entre l'origine sociale, la formation, la profession et d'autres facteurs



Activité professionnelle et structure sociale: le modèle centre-périphérie

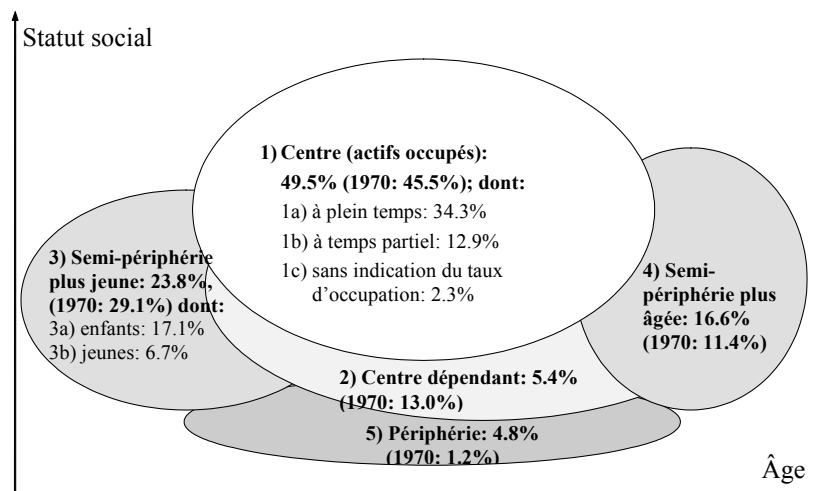
Dans la partie qui précède, il n'a pas été tenu compte de la population non active ou sans emploi. Celle-ci fait à présent l'objet d'une analyse spécifique afin de compléter ce tableau de la structure sociale suisse.

Il convient en premier lieu de remarquer qu'une proportion élevée de non-actifs ne signifie pas que le travail rémunéré n'ait pas d'importance dans la société d'aujourd'hui. Au contraire: comme par le passé, on suit une formation en ayant spécialement en vue le marché du travail, et le niveau des rentes vieillesse est en grande partie déterminé par les cotisations qui ont été versées durant la vie active. Si l'on garde ces réflexions présentes à l'esprit, on peut répartir la population en cinq

groupes en fonction des rapports qu'elle entretient avec le monde du travail rémunéré (voir le graphique 6):

- en l'an 2000, près de la moitié de la population résidante de la Suisse faisait partie du «centre actif occupé»;
- quelque 5% n'exerçait pas d'activité rémunérée, mais avait un lien avec le centre par l'intermédiaire d'au moins un autre membre du ménage; comme il s'agit principalement de femmes et d'hommes au foyer, ce groupe reçoit l'appellation de «centre dépendant»;
- près d'un quart de la population appartient à la «semi-périphérie plus jeune», qui est encore en formation et donc *pas encore active occupée*;
- à l'autre extrémité du graphique se trouve la «semi-périphérie plus âgée», composée des retraités, qui ne sont *plus actifs occupés* et qui constituent un sixième de la population totale;
- enfin, un peu moins d'un cinquième de la population n'a pas de lien avec le monde du travail rémunéré, pour cause de chômage ou d'incapacité de travail. Par rapport au centre actif occupé, ce groupe peut être qualifié de «périphérie».

Graphique 6: Typologie centre-périphérie, en 1970 et en 2000 (parts des groupes respectifs dans la population totale, en 2000, n=7 288 010)



Source: Recensements fédéraux de la population, OFS
 Nombre de cas: 1970: 6 269 783; 2000: 7 288 010

Comme l'indiquent les données relatives à l'année 1970, l'importance relative de ces différents groupes s'est modifiée au cours du temps: la semi-périphérie plus jeune s'est réduite, tandis que la semi-périphérie plus âgée augmentait de taille, ce qui est principalement à mettre au compte de l'évolution démographique. Les changements observés dans les autres groupes mettent en évidence des mutations dans la structure économique: le centre actif occupé a légèrement progressé aux dépens du centre dépendant. Par rapport à 1970, il y a aujourd'hui nettement moins de femmes au foyer qui n'exercent aucune activité rémunérée. Quant à la périphérie, si elle représente encore une part relativement faible de la population, elle a tout de même quadruplé depuis 1970. La part de la population qui semble ne pas (ou ne plus) arriver à s'insérer dans le marché du travail va en augmentant. Ces constatations montrent une tendance à la polarisation de la structure sociale: le centre actif occupé et la périphérie progressent, tandis que les groupes du milieu perdent du terrain, à l'exception de la semi-périphérie plus âgée.

Une société ouverte pour un avenir sans obstacle?

Si l'on compare l'évolution des diplômes avec les changements intervenus dans le monde du travail, on constate que le système éducatif a su s'adapter aux nouvelles exigences du marché du travail. Le nombre des diplômes supérieurs augmente parallèlement au développement des activités exigeantes, requérant de solides qualifications. L'offre semble cependant rester en deçà de la demande si bien que le manque de personnel qualifié continue d'être comblé par la main-d'œuvre étrangère, comme il y a trente ans. On peut néanmoins espérer une certaine amélioration de la situation grâce à l'essor de la formation chez les femmes, qui sont entrées en force sur le marché du travail ces dernières années.

Les personnes qui n'ont pas de diplôme du degré secondaire II ni du degré tertiaire sont les perdantes de l'évolution actuelle. Il leur sera de plus en plus difficile de trouver un emploi. Il ressort d'une analyse complémentaire que la «périphérie» compte une proportion supérieure à la moyenne de femmes sans formation postobligatoire et que l'insertion ou la réinsertion des femmes du «centre dépendant» dans la vie professionnelle est plus facile si celles-ci ont poursuivi leurs études au-delà du degré secondaire I.

Pour l'avenir, les résultats de la présente étude ont plusieurs conséquences. Le développement et les transformations continues du système éducatif sont certainement nécessaires compte tenu des exigences sans cesse renouvelées du monde professionnel. Dans un contexte de rapides mutations, la formation continue semble en outre devoir jouer un rôle décisif. En effet, en comparant le niveau de formation et les professions exercées par des personnes de divers groupes d'âge, on observe que les qualifications que celles-ci ont acquises dans leur jeunesse perdent de la valeur avec les transformations de l'économie et, par conséquent, qu'en l'absence de formation continue, le risque augmente pour elles de rétrograder du centre vers la périphérie ou d'être mises de manière anticipée à la semi-périphérie plus âgée.

Mais il ne suffit pas d'adapter le système éducatif aux besoins du monde du travail. Les résultats des analyses montrent clairement que le succès avec lequel le cursus scolaire, voire universitaire, et la carrière professionnelle sont menés est contrecarré par des mécanismes qui sont en contradiction avec le modèle méritocratique. Un pays comme la Suisse, qui se définit comme une société ouverte, aspirant à l'égalité des chances, et dans laquelle les performances et l'engagement devraient signifier quelque chose, ferait bien de ne pas s'endormir sur ses lauriers. Il ne suffit pas d'avoir permis aux femmes de rattraper leur retard en matière de formation, encore faut-il éliminer les autres obstacles - d'origine sociale - à l'égalité des chances.

Le système éducatif n'est pas le seul à être concerné: le marché du travail et la répartition des revenus, à propos de laquelle la présente étude n'a pas permis de tirer des conclusions, sont aussi visés. D'autres études donnent toutefois à penser que les inégalités sociales liées à la formation et à la profession sont renforcées par les écarts de rémunération ou - comme le montre l'exemple des différences de revenu entre hommes et femmes - qu'elles sont masquées par des facteurs discriminatoires, censés être éliminés dans d'autres domaines.